

Suisse : la démocratie directe empêche les dirigeants d'être aussi nocifs que ceux de la France

écrit par Docteur Dominique Schwander | 19 avril 2021



Vue de Suisse et donc hors de l'UE la France me semble bien souffrir du mépris qu'ont ses dirigeants actuels pour son peuple. En Suisse c'est mieux... mais pour combien de temps encore ?

Les élus bruxellisés de Berne, de Zürich, de Bâle, de Genève, etc, ne sont guère meilleurs que ceux de Bruxelles, Berlin ou Londres, etc, mais ils sont, pour leur majorité, moins nocifs parce qu'ils sont mieux surveillés et contrôlés par la démocratie suisse de bas en haut, directe et milicienne et son principe de subsidiarité. C'est pourquoi quand on leur écrit ils lisent attentivement et se donnent la peine de répondre. Ils ne méprisent pas leurs citoyens-contribuables.

Dans la démocratie directe helvétique de bas en haut, depuis le Pacte fédéral d'août 1291, le peuple

le Souverain est le pouvoir; en réalité il est en Suisse, comme la logique le veut, le premier pouvoir parce qu'il est au-dessus des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif. A un niveau supranational comme l'UE, les technocrates ne laissent pas un tel pouvoir être exercé par un peuple souverain. Les technocrates de l'UE veulent que les pays de l'UE se soumettent à eux, c'est-à-dire à leur minorité « intelligente » et appliquent les trois devises suivantes: « *vouloir ne rien vouloir* », « *savoir sans savoir* » et « *nous vous méprisons* ».

Le concept de l'autonomie, où la responsabilité est transmise à son plus petit dénominateur commun soit à son plus grand bénéficiaire (en application du principe de subsidiarité, a toujours été une caractéristique unique de la Suisse et continue à la caractériser de bas en haut. Contrairement aux démocraties représentatives voisines, France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, etc, la Suisse est, pour la majorité de ses aspects une société démocratique directe de bas en haut.

Le succès suisse qui a apporté aux Suisse paix et prospérité s'explique principalement par la forme propre de son Etat de bas en haut qui a été créé par nos ancêtres et affiné pendant des siècles. Les piliers de ce succès sont l'indépendance, la démocratie directe incluant référendums et initiatives populaires, le fait que l'autorité et le pouvoir appartient au peuple, aux citoyennes et aux citoyens, soit au Peuple Souverain qui constitue l'instance suprême et le maître du pouvoir et de la Loi. **En Suisse, personne et aucun parti ne gagnent**

le pouvoir à l'issue d'un référendum; seule l'idée l'emporte et le gouvernement en place se doit d'appliquer le résultat de ce référendum. C'est le Peuple Souverain qui fixe le droit et les lois, pas une idéologie, une religion, les gouvernants ou une puissance étrangère. En Suisse, les lois sont respectées plus que chez ses voisins parce que c'est le Peuple Souverain qui se les donne à lui même, pas le gouvernement, une idéologie ou une religion. A cela s'ajoutent la neutralité permanente et armée, l'esprit de milice, le fédéralisme, le principe de subsidiarité, les droits de l'homme et de la femme face à l'Etat, la liberté, l'économie de libre marché.

La Suisse c'est des Suisses qui veulent rester des Suisses, un peuple qui veut rester un peuple, un Etat-nation qui veut rester un Etat-nation souverain et de droit, en montrant à ses voisins européens que les Suisses peuvent être peu nombreux, seuls, lents, une vraie démocratie de bas en haut, avec un Souverain qui vote régulièrement, mais courageux, combattifs, cohérents, innovateurs, travailleurs, fiers de leur identité nationale, combattant la corruption et surtout libres et armés.

En Europe, nous devrions aussi revenir à la notion conservatrice que l'Etat existe pour être au service des citoyens, les protéger et assurer leur sécurité, que la première obligation de tout gouvernant est d'écouter les citoyens-contribuables et que c'est le peuple le Souverain, pas les dirigeants politiques ou pire encore une idéologie politique qui se fait passer pour une religion. Lors d'une émission de la télévision alémanique *Arena* le Conseiller national

Adrian Amstutz a fort bien rappelé à la Conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga la hiérarchie du système étatique suisse et la place du Souverain: *« Le Conseil fédéral ne trône pas loin au-dessus des têtes des citoyens, mais c'est juste l'inverse: le peuple est tout en haut, puis vient le parlement et enfin l'autorité exécutive »*, soit notre Conseil fédéral.

Tout comme pendant la deuxième guerre mondiale, notre Suisse ne durera que tant que ceux qui lui sont favorables et qui en bénéficient ont la volonté et la capacité de s'activer à la défendre et que nos dirigeants, en particulier nos conseillers fédéraux, nos conseillers cantonaux et nos juges, ne se comportent pas comme des dhimmis soumis aux autres que ce soit l'islam, l'UE ou même la Chine du PCC.

La bataille finale de cette dernière guerre «divinisée» ou djihad qui nous été déclarée à nouveau, il y a plus d'une génération déjà, ne se fera pas nécessairement entre l'islam et l'Occident, mais comme pour la deuxième guerre mondiale, entre ceux qui attachent du prix à la liberté et ceux qui n'en attachent pas et se soumettent à une idéologie néfaste, envahissante et impérialiste. Si nous voulons avoir, à nouveau, la paix en Europe, nous devons la construire dans la liberté et le respect de nos valeurs, de nos vertus et de notre histoire, car la liberté n'est pas un état, mais une activité permanente à soutenir quotidiennement.